

## Préavis de grève

20, 22, 27 & 29 juin 2024

### Face à l'extrême droite, le front populaire !

Les élections européennes ont amplifié la crise démocratique avec près de la moitié des citoyen·nes qui ne se sont pas déplacé·es pour voter et plus d'un tiers des voix qui sont portées sur l'extrême droite.

En choisissant la dissolution, Macron ouvre les portes du pouvoir à la famille Le Pen en espérant se poser une nouvelle fois en recours face au pire, alors qu'il n'a cessé de lui faire la courte échelle, en appliquant non seulement au pays une violence sociale sans précédent mais également en reprenant à son compte certaines de leurs idées, notamment avec son ignoble loi « asile et immigration ». Cette manipulation des institutions pour son seul profit politique est inacceptable !

### Nouvelle Assemblée Nationale : nous voulons du changement dans nos vies !

Une victoire de l'extrême droite serait une catastrophe pour les salarié·es actif·ves et retraité·es. Cela serait également catastrophique pour la démocratie pour les libertés publiques et **pour l'Audiovisuel Public que le RN veut privatiser**, et vite ! Le danger n'a jamais été aussi grand pour notre entreprise et ses salariés, il faut en prendre bien conscience.

La poursuite de la politique néolibérale qui est menée depuis vingt ans a été marquée ces dernières années par les reculs de nos salaires ou des droits au travail, des régressions très importantes dont Emmanuel Macron a été le champion sourd et violent. Cette politique a nourri l'extrême droite et sapé en profondeur la confiance envers le système politique.

La liste de ses méfaits est longue : attaques sur les retraites et le chômage ; baisse de nos salaires face à l'inflation ; budgets d'austérité sur les services publics ; cadeaux fiscaux aux milliardaires et aux entreprises ;

Nous avons besoin de trouver et de mettre en œuvre des réponses aux problèmes quotidiens qui pourrissent nos vies, à commencer par la question des salaires ! La dissolution de l'Assemblée Nationale doit nous permettre d'élire des député·es qui portent ces réponses. **La mobilisation populaire a poussé la gauche à s'unir et à reprendre de nombreuses propositions du mouvement social comme celle d'un audiovisuel public indépendant et bien financé.**

## La CGT propose aux salarié·es de s'organiser dans tous les lieux de travail pour gagner sur nos revendications :

- Augmentation immédiate des salaires avec indexation sur les prix.
- Renforcement de tous les services publics y compris l'Audiovisuel Public avec une taxe affectée afin d'assurer son indépendance, de conforter son organisation et le financement de ses missions à la hauteur des enjeux.
- Mesures concrètes pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- Le financement des objectifs d'antenne (y compris les législatives) sans empiéter sur les autres activités et en préservant les conditions de travail des salariés des moyens
- Des créations de postes sur de nouvelles missions afin de lutter efficacement contre les fake news et pour répondre massivement présent sur le numérique, les plateformes et les réseaux sociaux.
- Retour à la retraite à 60 ans et départs anticipés pour les métiers pénibles ;
- Amélioration de l'indemnisation des salarié·es frappé·es par le chômage ;
- mesures de justice fiscale avec des taxes sur les grandes fortunes et les profits des entreprises

## Personne ne nous fera de cadeaux

En plus de la pression populaire pour les élections législatives, les solutions reposent également largement sur notre implication en commençant par nous syndiquer.

Pour arracher ces progrès sociaux, nous devons nous organiser avec nos syndicats pour porter nos revendications et n'exclure aucun mode d'action pour gagner – y compris par la grève.

**La CGT** appelle donc les salariés de France Télévisions à cesser le travail les 20, 22, 27 et 29 juin 2024, à partir de 00h et pour une durée de 24h pour chacune de ses 4 journées de mobilisation, et à rejoindre toutes les manifestations, rassemblements et actions organisées partout sur le territoire.

**La CGT** appelle les salarié·es à ne pas donner une seule voix à l'extrême droite lors des élections législatives !

Paris, le 14 juin 2024

Pierre MOUCHEL  
DSC CGT France Télévisions



Pour la Direction  
Reçu le 14 juin 2024  
Avec les réserves d'usage

